

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

Des guadeloupéens caribéens pensent la Guadeloupe et le Monde

**NEUVIÈME ANNÉE N°1086 DU 6 SEPTEMBRE 2014**

1801/2014 : 213<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

**BON WEEK END**

**2014 ANNÉE DES CHÔMEURS ET DE LA FAMILLE GUADELOUPÉENNE**

**SUIVEZ NOUS SUR :**

facebook

twitter

Google+

Email

**LA MONNAIE HAÏTIENNE  
DÉVALUÉE PAR  
L' AMBASSADE AMÉRICAINE**

**NOUVELLE EXPLOSION  
DE VIOLENCE  
EN GUADELOUPE**

**1 LA NATION N° 1086 / SAMEDI 6 SEPTEMBRE 2014**

# LES TITRES

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 10

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 15

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 18

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 19

Nombre de pages :21

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**  
22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

## ADMINISTRATION :

Géré par l'association Média Caraïbe.

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : **DAVILA JACQUES**

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: **JEAN PAUL ELUTHER**

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

## RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : **José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; wesleyAminata.**

**2 LA NATION N° 1086 / SAMEDI 6 SEPTEMBRE 2014**

## **LA GOURDE HAÏTIENNE DÉVALUÉE ?**

**Pour la deuxième fois en six mois selon le Nouvelliste le grand quotidien national haïtien , l'Ambassade américaine a pris la décision de dévaluer la gourde. On croit rêver . On se souvient qu'en février 2014, l'Ambassade américaine avait déjà influencé le change en déclarant que le taux de change en vigueur à l'Ambassade était 46.00 gourdes pour un dollar alors qu'elle s'échangeait sur le marché à 44.50 soit une baisse de 3% et que le taux de change officiel était de 45.50. Sitôt le taux de change stabilisé au seuil de 46,00 gourdes l'Ambassade américaine déplace à nouveau la barre. Elle déclare maintenant qu'il faut 48 , 00 gourdes pour un dollar. C'est donc une nouvelle limitation de la souveraineté haïtienne qui malheureusement n'existe plus que dans la mémoire de certains politiques nationalistes d'un autre temps . C'est surtout un coup porté à la dynamique économique d'haïti . Il semble , nous insistons sur ce thème car en matière de politique économique à part la banque centrale c'est le flou le plus absolu, que les décideurs haïtiens veulent stimuler la croissance sans y parvenir tout à fait . La dévaluation consiste à changer la parité entre deux monnaies. Elle se traduit par la baisse du**

**cours d'une monnaie par rapport à une monnaie de référence. Généralement une politique de dévaluation vise à relancer la compétitivité économique d'un pays, car quand la valeur de la monnaie baisse, en principe les exportations doivent augmenter. Cependant, les produits importés deviennent plus chers. On a longtemps pensé que cette mesure pouvait relancer l'activité économique d'un pays, mais cet instrument n'est guère plus utilisé en raison de ses échecs . Par ailleurs toute politique de dévaluation doit comporter des mesures de soutien comme le blocage des prix, la hausse des salaires car les prix intérieurs augmentent du fait de la hausse du prix des importations pour maintenir le pouvoir d'achat et surtout une vigoureuse politique de l'offre afin d'exporter . En réalité , Haiti n 'a aucun intérêt à dévaluer sa monnaie car elle est une économie d'importation avec un pourcentage élevé de gens pauvres et des mécanismes défaillants pour garantir le pouvoir d'achat . Quand les prix augmentent ce sont les groupes sociaux les plus fragiles qui souffrent . Une politique de ce type doit être menée avec beaucoup de prudence . Paradoxalement , en dépit de cette gifle, le gouvernement n'a pas réagi dans la transparence ce qui en dit long sur sa détermination à préserver et à renforcer la souveraineté du pays . C'est malheureusement une des composantes du drame haitien .**

# AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### HOLLANDE ET LA GAUCHE

Certains commentateurs voient dans l'éviction d'Arnaud Montebourg et l'affirmation brutale, contre l'identité traditionnelle de la gauche, d'une ligne socio-libérale, ou plutôt blairiste (déclaration d'amour aux entreprises, remise en cause des 35 heures par un ex banquier devenu ministre de l'Economie, contrôle des chômeurs...) un véritable suicide électoral de la part de François Hollande et Manuel Valls. Pour preuve, avancent-ils, les sondages donnant Marine Le Pen largement gagnante en cas de second tour de l'élection présidentielle face à François Hollande. Elle obtiendrait 54% des voix, selon l'Ifop. La parution du livre de Valérie Trierweiler, décrivant un François Hollande méprisant les pauvres, les « sans dents », n'a évidemment pas arrangé les choses. Elle contribue à alimenter un véritable sentiment de trahison que ressentait déjà, le « peuple de gauche », voyant évidemment le décalage entre les promesses de la campagne présidentielle de 2012 et la réalité d'une politique en faveur des entreprises. Selon un sondage récent de CSA, seuls 40% des électeurs ayant fait le choix de François Hollande au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 lui font encore confiance. François Hollande serait-il donc totalement suicidaire ? C'est ce qui se dit beaucoup à gauche, au sein du PS. Les militants sont les plus déboussolés, et on le serait à moins. Comment ne peuvent-ils pas voir dans la ligne actuelle, que ne peuvent renier les élus UMP, une trahison des engagements de campagne de François Hollande, sans même parler des idéaux socialistes ? Hollande et Valls auraient donc totalement tort, sur toute la ligne...

### NOUVELLE MONTÉE DE LA VIOLENCE

Douze personnes ont été blessées cette semaine dans des règlements de comptes. La violence qui n'avait pas disparue réapparaît brutalement dans notre société . Plusieurs réactions de décideurs nous sont parvenues :

## **Le communiqué de la Préfète de la Région Guadeloupe, Marcelle Pierrot.**

« Les épisodes violents qui se sont déroulés depuis quelques jours sur l'agglomération Pontoise sont déplorables.

Ces réactions de vengeance entre ces groupes de jeunes qui se côtoient et que rien ne devrait pousser à s'entre-déchirer sont des moyens d'expression inacceptables.

Elles ont entraîné une forte mobilisation des forces de police et de gendarmerie et notamment des services d'enquête qui ont travaillé comme il se doit dans la confidentialité.

Cette mobilisation a d'ores et déjà abouti à plusieurs interpellations dans ces dernières 24 heures qui devraient contribuer à mettre hors d'état de nuire, durablement les auteurs de ces faits.

Mais l'arrestation des auteurs de ces violences ne suffit pas et des opérations préventives sont d'ores et déjà programmées par les forces de l'ordre pour assurer la sérénité sur les territoires.

Les services de l'État travaillent au quotidien à mettre en place des opérations de contrôle et de répression adaptées aux situations mais aussi à construire des modes d'interventions pérennes pour consolider les résultats obtenus jusqu'ici, consolidation qui réclame l'engagement citoyen et solidaire de tous les acteurs publics, des éducateurs et parents.

C'est ensemble que nous gagnerons la bataille contre l'insécurité ».

« **Le président de Région, Victorin Lurel** fait le triste constat d'une recrudescence soudaine de faits de violences armées dans le secteur de Pointe-à-Pitre/Abymes/Gosier depuis le début de la semaine et se dit très préoccupé par de tels agissements.

L'exécutif régional lance un appel au calme pour que cesse immédiatement cette escalade qui vaut à un jeune de 16 ans d'être actuellement entre la vie et la mort, et que parallèlement plusieurs blessés sont à déplorer du fait de ces règlements de comptes.

Par de tels actes notre jeunesse se détruit, noircit son avenir et affaiblit les perspectives du pays, alors qu'elle peut choisir d'autres voies.

Le Président de Région, qui s'est par ailleurs entretenu hier jeudi avec les membres de la mission portant sur la circulation des armes outre-mer et la prévention de la délinquance, a rappelé l'arsenal de mesures déjà prises par la collectivité régionale aux côtés de l'Etat pour lutter contre la violence en Guadeloupe.

Les faits de ces 72 dernières heures nous imposent de persévérer dans nos actions et de consolider la coordination des forces pour lutter contre ce fléau, plus particulièrement chez les jeunes.

L'exécutif régional demande enfin aux autorités compétentes de prendre au plus vite toutes les dispositions qui s'imposent au regard de cette situation dégradée pour garantir la sécurité des personnes et des biens ».

### **JEAN PAUL ELUTHER au nom de la CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE a publié le communiqué qui suit :**

LA CONVENTION , en face d'une situation qui dure depuis de longues années et où sont impliqués généralement des jeunes dénonce l'inaction coupable des décideurs qui dans ce domaine comme dans d'autres se contentent de belles paroles . Notre société est gravement atteinte dans ses fondements depuis de très longues années . Sa structure de base fondamentale , la famille , est menacée de toute part par la domination de l' individualisme et rien n'est fait pour la consolider . Au contraire en rendant de plus en plus facile le divorce , en retirant à la famille ses fonctions essentielles de socialisation pour les confier à une école qui n'est pas faite pour cela , les décideurs publics ont créé une véritable bombe sociale qui déstabilise les jeunes générations . Il nous faut une autre politique qui ne soit pas simplement une politique de sécurité mais une politique globale de régénération de notre pays .

### **GASTON FLOSSE DÉMIS DE SES MANDATS EN POLYNÉSIE**

Gaston Flosse a été démis vendredi de ses fonctions de Président de la Polynésie française et de représentant à l'Assemblée locale, en vertu d'un arrêté du haut-commissaire de la République, Lionel

Beffre. Cette décision fait suite au refus de la grâce présidentielle de François Hollande concernant sa condamnation dans une affaire d'emplois fictifs. "L'Assemblée de la Polynésie française devra élire, dans les 15 jours, le nouveau Président de la Polynésie française", précise le haut-commissariat dans un communiqué. Agé de 83 ans, l'homme fort du territoire français, co-fondateur du RPR et président à cinq reprises de la Polynésie française entre 1984 et aujourd'hui, a été condamné le 7 février 2013 par la cour d'appel de Papeete à quatre ans de prison avec sursis, 125.000 euros d'amende et trois ans de privation de ses droits civiques pour prise illégale d'intérêts et détournements de fonds publics dans l'affaire dite des emplois fictifs de la présidence. Dans le cadre de la même affaire, Bruno Sandras a été démis de ses fonctions de maire de la commune de Papara.

## ÉCONOMIE , SOCIAL , SCIENCES, TECHNOLOGIE

### LE CLUB MED EN DIFFICULTÉ

Club Med **QUI A UN ÉTABLISSEMENT EN GUADELOUPE** connaît des difficultés après la période stratégique des vacances d'été en raison de difficultés persistantes en Europe et en Afrique et de la réduction de ses capacités d'accueil. Dans un communiqué publié vendredi après la clôture de la Bourse, le groupe de loisirs a fait état pour la période du 1er mai au 31 juillet d'un chiffre d'affaires en baisse de 4% à 302 millions d'euros. Le volume d'activité des Villages est ressorti en repli de 4,9% à taux de changes constants. Au 31 août, ses réservations pour la saison d'été affichaient un repli de 5,4%, plombées par le recul de 7,6% enregistré sur la zone Europe-Afrique, qui subit selon le groupe "les effets des fermetures des villages de Belek (Turquie), El Gouna (Egypte) et Hammamet (Tunisie) et de la fermeture temporaire du village de Sinäi Bay (Egypte)". Au total, la capacité d'accueil du groupe de loisirs a été diminuée de 5,8% sur la période. "Les perspectives pour l'année 2014 se situent en dessous du plan d'affaires établi par la société en octobre 2013", indique Club Med qui fait l'objet d'une OPA de Global Resorts, véhicule d'investissement de l'homme d'affaires italien Andrea Bonomi. La société confirme que le résultat opérationnel courant (ROC) Villages de l'été devrait être en recul par rapport à celui de l'été 2013, comme elle l'avait déjà annoncé en mai. Le groupe a cependant fait état de réservations "encourageantes" pour la saison d'hiver.



### UN VACCIN CONTRE LA DENGUE EN 2015

Le laboratoire Sanofi Pasteur a annoncé que les résultats de sa deuxième grande étude sur le vaccin contre la dengue confirmaient une efficacité de 60% et une réduction de 80% des hospitalisations liées à cette infection. Cette avancée majeure contre ce virus a été saluée par la ministre de la Santé. Sanofi devrait commercialiser dès 2015 le premier vaccin contre la dengue transmise par les moustiques *Aedes albopictus*. Près de la moitié de la population mondiale est menacée par la dengue. Face à cette priorité de santé publique pour plus de 100 pays des Amériques et d'Asie, un vaccin représenterait une avancée majeure et contribuerait à atteindre les objectifs du millénaire de l'Organisation Mondiale de la Santé, qui visent à réduire d'au moins 50 % le taux de mortalité et d'au moins 25 % le taux de morbidité d'ici 2020. Chaque année, on estime que 500 000 personnes, parmi lesquelles des enfants, sont touchées par des cas sévères de dengue qui requièrent une période d'hospitalisation, entraînant de lourdes répercussions sur les systèmes de santé lors des épidémies. La dengue s'est fortement développée ces 30 dernières années, avec une accélération au cours de la dernière décennie. Les cas de dengue recensés dans les Amériques ont été multipliés par 5 passant de 517 617 cas déclarés en 2003 à un niveau sans précédent, avec 2,3 millions de cas recensés en 2013. Sanofi a présenté les résultats de sa deuxième étude de phase III de grande ampleur conduite en Amérique latine, concernant la mise au point d'un vaccin contre la dengue. Au total, 20 875 enfants âgés de 9 à 16 ans vivant dans des zones d'endémie au Brésil, au Mexique, au Honduras et à Porto Rico ont participé à l'étude. Tous ont été répartis de manière aléatoire afin de recevoir soit 3 doses de vaccin contre la dengue, soit un placebo à 0, 6 et 12 mois. Les résultats témoignent d'une efficacité globale du vaccin de 60,8 % avec une action contre les quatre sérotypes du virus. Une réduction de 80,3 % du risque d'hospitalisation due à la dengue pendant la durée de l'étude a également été notée. Ces résultats confirment les données recueillies lors de la première étude de large ampleur conduite par Sanofi en Asie. Selon le communiqué de Sanofi, "Une analyse complète sur l'efficacité et l'innocuité des données de l'étude de phase III sera achevée et

examinée par des experts externes avant la publication dans une revue scientifique à comité de lecture et la présentation à la conférence annuelle de l'American Society of Tropical Medicine and Hygiene (ASTMH) du 2 au 6 novembre 2014 à la Nouvelle-Orléans en Louisiane, aux Etats-Unis". La société se félicite de ses bons résultats. "Pour la première fois, après 20 ans d'efforts de recherche et d'investissement industriel, nous sommes en mesure de faire de la dengue la prochaine maladie évitable par la vaccination" déclare Olivier Charmeil, Président Directeur Général de Sanofi Pasteur. "Les données générées par notre programme exhaustif de recherche et d'études cliniques, impliquant 40 000 enfants, adolescents et adultes dans 15 pays, seront soumis aux autorités de santé dans les pays où la dengue est une priorité de santé publique".

**Une avancée également saluée par LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE : « C'est un progrès médical majeur, porteur d'espoir pour des centaines de millions de personnes à travers le monde, notamment en Guadeloupe, en Asie et en Amérique latine » .**

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

## **AFFAIRES MONDIALES**

**SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET ÉCONOMIE MONDIALES**

**POINT DE VUE : Le sommet de l'Otan : guerre sur deux fronts**

Le sommet de l'Otan, qui s'ouvre aujourd'hui à Newport (Pays de Galles), est l'occasion pour l'Alliance, c'est à dire pour les États-Unis, le Royaume-Uni et leurs vassaux, de répartir l'engagement et le coût des conquêtes actuelles : d'une part la guerre qui se prépare contre la Russie et d'autre part les nettoyages ethniques en cours dans le monde arabe en vue d'assurer la poursuite de sa colonisation. Bien sûr, une extraordinaire machine de propagande fera passer les agresseurs pour des philanthropes. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a rencontré le 3 septembre le Premier ministre britannique, David Cameron, pour s'entretenir avec lui des derniers préparatifs du sommet du Pays de

**10 LA NATION N° 1086 / SAMEDI 6 SEPTEMBRE 2014**

Galles. Aujourd'hui (4 septembre 2014) s'ouvre à Newport (Pays de Galles) le Sommet des chefs d'État et de gouvernement des 28 États membres de l'Otan, qui prendra « des décisions clés sur la façon d'affronter les actuels et futurs défis à la sécurité », attribués à l'« agression militaire de la Russie contre l'Ukraine » et à la « croissance de l'extrémisme et de la conflictualité sectaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ». Un Sommet « crucial », à travers lequel les États-Unis, qui gardent le leadership indiscuté dans l'Otan, mobilisent leurs alliés européens sur deux fronts de guerre simultanément. En Europe, en à peine plus de six mois, la « détente » a sauté et on est revenu à une situation par certains aspects plus dangereuse que celle de la Guerre froide. Comment cela a-t-il pu arriver ? Pour le comprendre, il faut revenir au moment où, en 1991, la disparition de l'Urss et de son bloc d'alliances crée dans la région européenne une situation géopolitique entièrement nouvelle. Les États-Unis, restés unique superpuissance, essaient d'en tirer le plus grand avantage, en lançant une nouvelle stratégie dans laquelle ils déclarent « l'importance fondamentale de préserver l'Otan comme vecteur de l'influence états-unienne dans les affaires de la sécurité européenne ». À cette fin il faut « empêcher la création de dispositifs de sécurité uniquement européens, qui mineraient l'Otan » (Defense Planning Guidance). En même temps, tandis qu'ils utilisent l'Otan pour garder leur leadership sur l'Europe occidentale, les USA s'en servent pour aller à la conquête de l'Europe orientale. La Yougoslavie ayant été démolie avec la guerre, l'Otan s'étend à l'est, en englobant tous les pays de l'ex-Pacte de Varsovie, deux de l'ex-Yougoslavie et trois de l'ex-Urss. En entrant dans l'Otan, les pays de l'Est se trouvent dépendre plus de Washington que de Bruxelles. Quelque chose cependant vient gripper le plan de conquête : contrairement à ce qui était prévu, la Fédération russe se remet en grande partie de la crise de l'après-Guerre froide, établit des relations économiques croissantes avec l'Union européenne, en lui fournissant le gros du gaz naturel qu'elle consomme, et ouvre de nouveaux débouchés commerciaux avec la Chine et d'autres pays asiatiques. Tout ceci met en danger les intérêts stratégiques états-uniens. C'est alors qu'éclate la crise en Ukraine : après avoir pris, avec un travail en cours depuis des années, le contrôle de positions clés dans les forces armées et entraîné des groupes néo-nazis, l'Otan promeut le putsch de Kiev. Elle contraint ainsi Moscou à agir en défense des Russes d'Ukraine, s'exposant ensuite aux sanctions : une lame à double tranchant, en ceci que les contre-

sanctions russes créent des dommages à l'Union européenne, et facilitent le plan de partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements (TTIP) à travers lequel Washington essaie d'accroître l'influence états-unienne sur l'UE. Simultanément, sous conduite US, l'Otan étend sa stratégie à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient, et au-delà, jusque sur les montagnes afghanes et dans la région Asie/Pacifique. Le but stratégique reste celui énoncé dans le Defense Planning Guidance : « Notre premier objectif est d'empêcher qu'une quelconque puissance domine une région dont les ressources seraient suffisantes à engendrer une puissance mondiale ». Aujourd'hui en Asie surtout, où —dans le sillon des accords russo-chinois, qui rendent vaines les sanctions occidentales contre la Russie en lui ouvrant de nouveaux débouchés à l'est— se préfigure la possibilité d'une union eurasiatique en mesure de contrebalancer celle États-Unis et de l'Union européenne. La démolition de la Libye avec la guerre, l'opération analogue lancée en Syrie, la relance de la guerre en Irak, l'utilisation à double tranchant de formations islamiques (soutenues pour abattre les gouvernements pris pour cible, utilisées ensuite pour justifier d'autres interventions armées) entrent dans la stratégie des USA et de l'Otan. Où tout cela nous mène-t-il ? Dans d'autres guerres, dans des scénarios de plus en plus dangereux de confrontation entre puissances nucléaires. Dans une accélération de la course aux armements et, en conséquence, de la dépense militaire. Un des points à l'ordre du jour du Sommet est que les pays de l'Otan doivent « dépenser la juste quantité d'argent pour se doter de forces à déploiement rapide, d'un meilleur entraînement et d'armements modernes ». Se profile donc une augmentation de la dépense militaire : celle de l'Italie, selon les données officielles de l'Otan, se monte à 56 millions d'euros par jour, plus la dépense pour les missions militaires à l'étranger et autres financements extrabudgétaires, qui selon le Sipri portent la dépense militaire effective de l'Italie à quasiment 70 millions d'euros par jour.

**Manlio Dinucci**

**Traduction**

**Marie-Ange Patrizio**

**Source**

**Il Manifesto (Italie)**

## **L'OMS DÉCLARE L'ÉTAT D'URGENCE MONDIAL POUR LE SUICIDE**

L'OMS déclare "l'état d'urgence mondiale" en matière de prévention du suicide. Quelque 800.000 personnes se suicident chaque année dans le monde, soit une toutes les 40 secondes et davantage que l'ensemble des victimes de guerre ou de catastrophes naturelles, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui juge l'ampleur du phénomène "inacceptable". La majorité des personnes qui se suicident ont plus de 50 ans et les hommes sont deux fois plus touchés que les femmes, selon ce rapport de l'OMS sur le suicide publié jeudi à Genève, le premier du genre. L'Asie du Sud-Est est également plus touchée que le reste de la planète, à l'inverse de pays à tradition catholique comme l'Italie. Quelque 1,5 million de personnes meurent chaque année de mort violente, dont 800.000 de suicide, expliquent les auteurs du rapport. Ce chiffre de 800.000 est "inacceptable", car le suicide peut être "évitée" par une politique de prévention, a déclaré le docteur Shekar Saxena, directeur du département de santé mentale à l'OMS, en présentant le rapport à la presse jeudi à Genève. L'absorption de pesticides, la pendaison et les armes à feu sont les méthodes de suicides les plus répandues. En outre, ce rapport souligne que le suicide est la deuxième cause de mortalité chez les jeunes âgés de 15 à 29 ans. "Il faut agir pour répondre à un grave problème de santé publique resté trop longtemps tabou", selon la directrice générale de l'OMS Margaret Chan, qui souligne également que cet acte désespéré est "évitable". L'agence de l'ONU prône en effet une stratégie globale de prévention du suicide, car beaucoup de personnes qui ont tenté à leur vie ne reçoivent pas l'aide dont ils auraient besoin. Le taux de suicide le plus élevé se retrouve en Asie du Sud-Est, avec un taux de suicide de 17,7 pour 100.000 habitants, supérieur à la moyenne mondiale de 11,4 pour 100.000. En Europe aussi, le taux de suicide est plus élevé que la moyenne mondiale, avec 35.000 victimes recensées chaque année. Six pays européens sont parmi les 20 pays les plus touchés par ce fléau. En France, en 2012, 10.093 personnes se sont suicidées, dont 7.475 hommes et 2.618 femmes. Le taux de suicide est de 12,3 pour 100.000 habitants, supérieur à la moyenne mondiale de 11,4. Le Bélarus avait le taux le plus élevé en Europe en 2000 (35,5). En 2012, ce taux a baissé à 18,3. La Lituanie en 2012 avait un taux de 28,2, la Russie de 19,5, la Hongrie de 19,1, l'Ukraine de 16,8, la Pologne de 16,6, la Lettonie de 16,2, la Finlande de 14,8,

et la Belgique de 14,2. Dans des pays à tradition catholique comme l'Italie (4,7) et l'Espagne (5,1), les taux sont nettement plus bas. Le Guyana affiche le record mondial des suicides avec un taux de 44,2, suivi par la Corée du Nord (38,5). Le taux de suicide le plus bas a été relevé en Arabie saoudite (0,4). L'objectif de la stratégie de l'OMS est de réduire de 10% le taux de suicide dans l'ensemble des pays d'ici 2020. Selon l'OMS, le suicide et ses tentatives sont encore considérés comme des actes criminels dans 25 pays dans le monde, notamment en Afrique et en Amérique Latine. Ce rapport de près de 100 pages - qui compile 10 ans de données et de recherches sur le sujet émanant de pays du monde entier, mais n'étudie pas la question du suicide assisté - a pour but d'encourager les pays qui ont pris des mesures pour prévenir le suicide, et à placer cette question "à l'ordre du jour". Selon l'OMS, "des interventions et un traitement efficaces et opportuns, peuvent contribuer à prévenir le suicide et les tentatives de suicide". L'OMS a aussi dénoncé dans ce rapport la présentation "sensationnaliste" par les médias de suicides de personnalités célèbres. Les médias, a estimé l'experte de l'OMS le Dr Alexandra Fleischmann, devraient éviter de parler de "suicide", et privilégier le terme de "perte". Le professeur Ella Arensman, présidente de l'association internationale sur la prévention du suicide, a indiqué pour sa part avoir reçu plusieurs mails après la couverture médiatique du suicide de l'acteur Robin Williams de personnes qui avaient traversé des crises suicidaires et qui étaient en train de replonger.

## **AMÉRIQUE LATINE CARAÏBES**

### **HAÏTI : L' AMBASSADE AMÉRICAINE DÉVALUE LA GOURDE ?**

Six mois après que la dévaluation du mois de février 2014 devienne un fait accompli, l'ambassade américaine recommence en fixant un nouveau cours de la gourde par rapport au dollar supérieur de 3 % au change réel actuel et de 8 % par rapport au cours officiel . La décision prise par l'Ambassade américaine aura des conséquences politiques, économiques, et sociales graves . Le capital étranger une fois confronté à une monnaie dévaluée et faible, a automatiquement un pouvoir démesuré à s'accaparer de la plus grande part des valeurs produites. En 1970, il fallait 175 Gourdes pour se procurer une once d'or. Aujourd'hui, il faudrait au taux de change que propose l'Ambassade américaine, 62.400

gourdes pour se procurer d'une once d'or. La dévaluation depuis 1970, n'a pas favorisée une augmentation des exportations de la République d'Haïti. Au contraire, selon les données de la BRH et du Ministère du Commerce, les importations ont grimpé et les exportations ont chuté. Aujourd'hui, 44 ans plus tard, le pays tout entier se retrouve à faire du « sur place ».

## **ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION AU BRÉSIL**

L'inflation au Brésil a atteint 6,51% sur douze mois en août, franchissant ainsi le plafond de 6,5% fixé par les autorités du pays, selon des chiffres officiels publiés vendredi. Les prix ont augmenté de 0,25% au mois d'août, alors qu'ils n'avaient progressé que de 0,01% en juillet, a annoncé l'Institut de géographie et de statistique (IBGE, étatique). La hausse du mois d'août s'explique principalement par une augmentation du coût de l'énergie électrique (+1,76%) et la progression du salaire des employés de maison (+1,26%). Cette nouvelle tombe mal pour la présidente de gauche Dilma Rousseff. Elle est en effet très critiquée pour son bilan économique, marqué par une faible croissance et une surchauffe de l'inflation, par ses rivaux à l'élection présidentielle d'octobre. Le Brésil, septième économie mondiale, est entré en récession au premier semestre, se fixe depuis 2005 un objectif officiel d'inflation de 4,5% avec une marge de tolérance de +/- 2%. En juillet, l'inflation avait atteint le plafond de 6,5% sur 12 mois.

## **RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**

# **MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX**

## **ASIE**

La Bourse de Tokyo a terminé quasi inchangé la journée. Les marchés ont été tirés par le dollar mais freinés par la prudence dans l'attente du rapport sur l'emploi aux Etats-Unis. A l'issue des échanges, l'indice Nikkei des 225 valeurs vedettes a affiché un très léger recul de 0,05% (-7,50 points) à 15'668,68 points. Il avait fini mardi et mercredi à son plus haut niveau en sept mois. Sur la semaine, il a gagné 1,58%. L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau a abandonné pour sa part vendredi 0,25% (-

3,18 points) à 1293,21 points. La séance a été assez active, avec 2 milliards de titres échangés sur le premier marché.

## ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, l'annonce d'une dégradation du marché de l'emploi - qui donne à la Réserve fédérale un argument supplémentaire pour prendre son temps avant de relever ses taux d'intérêt - ayant rassuré les investisseurs. Le rythme des créations d'emplois s'est nettement ralenti en août, montrent les chiffres du département du Travail. Le secteur privé non-agricole a créé 142.000 emplois, leur plus bas niveau en huit mois, alors que les économistes attendaient en moyenne 225.000 nouveaux emplois. Ce ralentissement a apaisé les craintes que la Fed n'envisage d'avancer ses projets de relèvement de taux lors de sa prochaine réunion mi-septembre après une récente série d'indicateurs montrant une amélioration de la conjoncture. L'indice Dow Jones .DJI a pris 67,78 points, soit 0,40%, à 17.137,36. Le S&P-500 .SPX, plus large, a pris 10,06 points, soit 0,50%, à 2.007,71. Le Nasdaq Composite .IXIC a avancé de son côté de 20,61 points (+0,45%) à 4.582,90. Sur l'ensemble de la semaine, le Dow a pris 0,2%, le S&P, qui a franchi les 2.000 points la semaine dernière, a gagné 0,2% aussi, alors que le Nasdaq a été quasiment inchangé (+0,06%). Il s'agit de leur cinquième semaine de hausse d'affilée

## EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé vendredi en ordre dispersé au lendemain du rebond provoqué par les annonces de la Banque centrale européenne. La publication de chiffres de l'emploi décevants aux Etats-Unis, qui donnent à la Fed un argument supplémentaire pour attendre avant de relever ses taux, et l'annonce d'un cessez-le-feu entre l'Ukraine et les séparatistes pro-russes ont limité le recul à Paris et Londres. A Francfort, la tendance s'est inversée et le Dax a fini dans le vert (+0,23%). À Paris, le CAC 40 a perdu 0,19%, soit 8,45 points, à 4.486,49 points et à Londres, le FTSE a cédé 0,33%. Les indices européens ont également fini en légère baisse avec -0,06% pour l'EuroStoxx 50 et -0,35% pour l'Eurofirst 300. Le recul du CAC sur la séance ne l'a pas empêché de finir la semaine sur un gain de 2,4% et de boucler



ainsi sa quatrième semaine consécutive de hausse. Si les marchés se réjouissent toujours de la décision annoncée jeudi par la BCE de baisser à nouveau ses taux et de se lancer dans un programme de rachat d'actifs afin de dégripper le crédit, l'enthousiasme a été moins marqué que la veille.

## CHANGE

L'euro se reprenait légèrement vendredi face à un dollar subissant la pression des chiffres décevants de l'emploi américain, mais restait très affaibli par les mesures monétaires annoncées la veille par la Banque centrale européenne (BCE). Vers 16H00 GMT (18H00 à Paris), la monnaie unique européenne valait 1,2961 dollar, contre 1,2945 dollar jeudi vers 21H00 GMT. L'euro est tombé jeudi à 1,2920 dollar, son niveau le plus faible en près de 14 mois, après être passé sous le seuil de 1,30 dollar pour la première fois depuis le 15 juillet 2013. L'euro baissait face à la monnaie nippone, à 135,93 yens - tombant même vers 14H15 GMT à 135,82 yens, son niveau le plus faible en un mois - contre 136,22 yens jeudi soir. Le dollar baissait face à la devise japonaise, à 104,93 yens - après être monté vers 09H15 GMT à 105,71 yens, un sommet depuis début octobre 2008 - contre 105,22 yens jeudi. Vers 16H00 GMT, la livre britannique baissait face à l'euro, à 79,43 pence pour un euro, ainsi que face au billet vert, à 1,6308 dollar pour une livre, après être tombée vers 12H25 GMT à 1,6283 dollar, son niveau le plus faible en sept mois. La devise suisse montait face à la monnaie unique européenne, à 1,2054 franc suisse pour un euro, comme face au dollar, à 0,9305 franc suisse pour un dollar, après avoir atteint en début d'échanges asiatiques 0,9336 franc, son niveau le plus faible en près d'un an. La devise chinoise a terminé à 6,1411 yuans pour un dollar, contre 6,1386 yuans - son niveau le plus fort en clôture depuis mi-mars - la veille. L'once d'or a fini à 1.266 dollars au fixing du soir - après être tombée en début d'échanges asiatiques à 1.257,39 dollars, un plus bas en trois mois - contre 1.271,50 dollars jeudi.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**

# **M**ANAGEMENT, DROIT, PATRIMOINE

## **LA LOI FRANÇAISE SUR L'ÉGALITÉ HOMMES FEMMES TOUCHERA AUSSI LES HOMMES**

La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a instauré ou modifié des dispositions du Code du travail au profit des femmes mais également au profit des hommes. Cette loi a notamment pour objectif d'harmoniser les droits des salariés ayant trait à la grossesse et à la naissance d'un enfant, cela profite ainsi au père. A la lecture de cette loi, il est notamment possible de noter que :

1) Le conjoint salarié de la femme enceinte ou la personne salariée liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle bénéficie également d'une autorisation d'absence pour se rendre à trois de ces examens médicaux obligatoires au maximum .

2) Le contrat de travail d'un salarié ne pourra plus être rompu pendant les quatre semaines suivant la naissance de son enfant excepté en cas de faute grave ou en cas d' « impossibilité de maintenir le contrat pour un motif étranger à l'arrivée de l'enfant» .

3) Plusieurs dispositions visent à compenser le désavantage qui peut résulter de la prise d'un congé parental. L'article 14 de la loi autorise, à titre expérimental, le versement du montant majoré de la prestation partagée d'éducation de l'enfant aux parents de deux enfants qui cessent leur activité professionnelle, afin de faciliter leur retour à l'emploi.

## **PERTE DE CHANCE DES SALARIÉS DE BÉNÉFICIER D'UN PSE**

La Cour de cassation admet la perte de chance des salariés de bénéficier d'un PSE du fait de l'actionnaire et de la filiale de l'employeur qui ont, par leur faute et légèreté blâmable, concouru à la déconfiture de l'employeur et à la disparition des emplois qui en est résulté. Une société ayant pour activité la fabrication de sièges a fait l'objet d'une restructuration avec la fermeture de son site

entraînant la suppression de 166 emplois. Les titres de la société ont été cédés à une filiale créée par son actionnaire unique. Plus tard, la société a été mise en redressement puis en liquidation judiciaires, et la totalité des salariés a été licenciée, après la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Des salariés ont saisi la juridiction prud'homale, tandis que la filiale a à son tour été placée en liquidation judiciaire. La cour d'appel de Pau a déclaré recevables les demandes formées par les salariés à l'encontre de l'actionnaire unique de la filiale sur le fondement des articles 1382 et 1383 du code civil de la condamner in solidum avec sa filiale à leur payer des dommages et intérêts au titre de la perte de chance. Le liquidateur de la filiale se pourvoit alors en cassation. Le 8 juillet 2014, la Cour de cassation rend deux arrêts par lesquels elle rejette les pourvois. En effet, ayant constaté que la filiale, directement ou par l'intermédiaire de son actionnaire, avait pris des décisions dommageables pour la société, qui avaient aggravé la situation économique difficile de celle-ci, ne répondaient à aucune utilité pour elle et n'étaient profitables qu'à son actionnaire unique, les juges du fond ont pu en déduire que ces sociétés avaient par leur faute et légèreté blâmable, concouru à la déconfiture de l'employeur et à la disparition des emplois qui en est résultée. Dans l'un des deux arrêts (pourvoi n° 13-15.845), elle donne raison aux salariés qui invoquaient les fautes de l'actionnaire ayant privé l'employeur de moyens de financement du PSE, les empêchant de bénéficier de mesures susceptibles de favoriser leur reclassement et leur causant ainsi, du fait de cette perte de chance, un préjudice particulier et distinct de celui éprouvé par l'ensemble des créanciers de la procédure collective de la société.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR MYRIAM ROMUALD ELUTHER**

## **T**ABLEAU DE BORD

### **LE SMIC**

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2014 à 9,53 euros de l'heure. Avec cette hausse, le salaire minimum passe à 1445,38 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minimum est différent.

### **INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS**

**19 LA NATION N° 1086 / SAMEDI 6 SEPTEMBRE 2014**

Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers augmente de 0,69 % sur un an. Au quatrième trimestre 2013, l'indice de référence des loyers atteint 124,83. Sur un an, il augmente de 0,69 %.

## **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION**

L'indice du coût de la construction (ICC) s'établit à 1 615 au quatrième trimestre 2013 après 1 612 au trimestre précédent. En glissement annuel, l'ICC diminue (-1,46 %).

## **INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX**

Un avis publié au Journal officiel du 6 avril 2014 précise que l'indice des loyers commerciaux (ILC) du quatrième trimestre 2013, calculé sur une référence 100 au premier trimestre de 2008, atteint 108,46.

## **POPULATION**

POPULATION 2011: 404 635 habitants

## **OFFRE**

PIB 2012 : **8033** dont 34 % de PIB non marchand ( 2 732 )

IMPORTATIONS 2012: **2686**

RESSOURCES TOTALES : 10 719

## **DEMANDE**

CONSOMMATION 2012: 8 467 ( **4895** ménage et **3572** administration )

INVESTISSEMENT 2012 : **1419**

EXPORTATIONS 2012 : **808**

DEMANDE TOTALE : 10 719

## **PRIX**

JUILLET 2014 : - 0,2 % % sur un mois ; 0,3 % sur un an.

## **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C E) en juillet 2014:74290 ( 1,6 % sur un mois et 4,1 % sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI en juillet 2014 : 750 ( - 13,8 % sur trois mois ).

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49 800 (dont 8,500 industrie , 7,500 construction, 33,800 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : **5 004 (-10,9 %)**

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

[http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire\\_economique\\_c/](http://guadeloupeconvention.typepad.com/observatoire_economique_c/)

**LA NATION POUR VOUS INFORMER**